Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°140
25 avril 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Pour améliorer leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes !

Emmanuel Macron a été réélu président de la République en France.

Malgré les cinq ans qu'il vient de passer à la présidence, au service des plus riches, en faisant reculer le niveau de vie des travailleurs notamment par la baisse des retraites et des allocations de chômage, il a été réélu face à la candidate d'extrême droite, la millionnaire et raciste Marine Le Pen.

Après le premier tour des élections, Macron s'est posé en rempart contre l'extrême droite, alors qu'elle sort plus forte de son quinquennat ! Macron est un ennemi déclaré des travailleurs et son élection n'éloigne en rien la menace de l'extrême droite.

La défaite électorale de Le Pen ne doit pas masquer sa progression, la pression croissante de ses idées nauséabondes sur la société et des forces réactionnaires installées au cœur même de l'appareil d'État, au sein de la police et de l'armée.

L'extrême droite se renforce à l'occasion de la crise qui pousse une partie croissante de la population dans la misère.

Pour maintenir ses profits, la bourgeoisie peut avoir besoin de gouvernements de plus en plus autoritaires prêts à faire taire les révoltes sociales à l'aide de la police ou de l'armée, complétées si nécessaire par des supplétifs venant d'extrême droite. Macron, en bon serviteur des intérêts de la bourgeoisie, n'y opposera aucune résistance.



Pour combattre sérieusement l'extrême droite, pour enrayer l'évolution réactionnaire de la société, il faut s'attaquer aux racines du mal, à l'organisation économique qui produit les inégalités, la pauvreté. Il faut renverser cet ordre social dominé par une minorité de riches privilégiés, ainsi que le système politique qui lui permet de se maintenir.

Et les travailleurs, qui sont à la base de la création de toutes les richesses, qui font tourner toute la société, sont les seuls à pouvoir la changer. Ils sont la seule force pouvant ouvrir une perspective autre que le chaos économique et la guerre vers lesquels nous mènent les dirigeants actuels. Il n'y a pas de raison de baisser les bras ou de se décourager. La force des travailleurs ne réside pas dans les urnes, elle réside dans leurs luttes collectives, les grèves et les manifestations.

Pas plus en France qu'ici, ce ne sont les gouvernements qui ont le pouvoir. Ils se contentent de diriger dans l'intérêt de la bourgeoisie. C'est elle qui détient le réel pouvoir, car c'est elle qui fixe les salaires, qui embauche ou licencie, qui fixe les prix… en fonction de son seul intérêt privé.

Avec l'aggravation de la crise économique, la lutte de classe menée par la grande bourgeoisie devient de plus en plus féroce. Pour sauver ses profits, la bourgeoisie est déterminée à faire payer les travailleurs, en augmentant les cadences, en licenciant, en augmentant les prix… et dans sa concurrence pour gagner de nouveaux marchés elle entraîne sans cesse le monde dans de nouvelles guerres.

Les travailleurs ukrainiens meurent aujourd'hui sous les bombes, comme les Irakiens hier, les Syriens et bien d'autres. Ceux de Russie subissent aussi une guerre qu'ils n'ont pas voulue et dans laquelle ils n'ont aucun intérêt.

Les masses pauvres du continent africain sont poussées à la famine par l'envolée des prix alimentaires. Et dans les pays riches, comme ici,

on paie déjà la guerre par l'inflation et le chômage, et demain, on sera peut-être poussé sur les champs de bataille.

Mais ce n'est pas une fatalité. Les travailleurs sont une force sociale immense. Ce qui leur manque, c'est de retrouver le moyen de s'organiser et de s'unir pour se battre pour leurs intérêts collectifs.

Il faut renouer avec les perspectives de la révolution sociale et reconstruire un parti qui soit une organisation de combat. Une organisation qui soit à la fois capable de défendre les intérêts du monde du travail dans toutes les luttes quotidiennes et prête à aller jusqu'au bout en se fixant l'objectif du renversement du capitalisme.

Seules les luttes des travailleurs feront reculer le patronat, la grande bourgeoisie et leurs commis politiques. Notre avenir dépend de nous tous !

Il faut augmenter les salaires !



Après avoir payé le loyer, les factures d'eau, de gaz, d'électricité, les assurances, la voiture… ce qui reste du salaire diminue tous les mois… et est encore amputé par la hausse des prix dans les magasins.

Pour survivre et faire vivre leur famille, des dizaines de milliers de travailleurs en sont à étudier les promotions, calculer chaque dépense et connaître tous les « trucs » pour économiser sur le quotidien. En plus de se serrer la ceinture tous les mois.

C'est insupportable ! Des augmentations réelles de salaire, en plus des indexations qui suivent la hausse des prix, sont nécessaires !

Non au saut d'index, non au blocage des salaires !

Alors que des hausses de salaire sont nécessaires, le patronat et le gouvernement préparent tout le contraire !

Déjà, les organisations patronales, la FEB et le Voka réclament régulièrement de retarder ou d'empêcher l'indexation des salaires (comme ils l'ont fait avec la baisse de la TVA, ou directement avec un saut d'index).

Maintenant, ce sont les accords interprofessionnels qu'ils ont dans le viseur. Ces accords fixent pour deux ans l'augmentation des salaires (hors indexation) et seront négociés avec les syndicats début de l'année prochaine. Les patrons et le gouvernement veulent les utiliser pour imposer un blocage, voire une diminution du pouvoir d'achat des salaires pour 2023-2024.

C'est inacceptable ! Les travailleurs n'ont aucune raison de supporter une baisse générale de leur niveau de vie !

Pour se défendre face aux attaques du patronat, les travailleurs doivent s'unir autour de leurs intérêts immédiats : augmentation générale des salaires, indexations sous le contrôle des travailleurs, en prenant sur les profits !

Les mensonges de la « perte de compétitivité »

Dans toutes ses manœuvres récentes contre les salaires, le patronat prétexte « une perte de compétitivité » qu'il prétend due aux indexations déclenchées par l'inflation.

C'est un tissu de mensonges qui ne vise qu'à justifier des baisses de salaire !

L'indexation c'est l'inflation qui la déclenche, elle-même principalement provoquée par la spéculation des capitalistes sur l'énergie et les denrées alimentaires. Ce n'est pas aux travailleurs d'en supporter les conséquences !

Ce que cachent les mensonges du patronat concernant la « perte de compétitivité » c'est un rapport de force entre d'un côté le patronat et de l'autre, le camp des travailleurs : en pleine crise, soit les travailleurs imposent de prendre sur les profits, soit les patrons s'attaquent aux salaires !

Dans ce rapport de force, les travailleurs ont presque toutes les cartes en main : ils sont les plus nombreux, ils sont au cœur de la production, c'est eux qui font tout tourner dans la société.

Si aujourd'hui les patrons ont l'avantage et se permettent de s'attaquer aux salaires, c'est qu'il manque aux travailleurs leur meilleur atout : la conscience de leurs intérêts communs et un parti révolutionnaire autour duquel s'unir pour mener leurs luttes. Alors, ce parti, cette conscience il faut les reconstruire !

Les grands patrons belges ne connaissent pas la crise !

L'année passée, les CEO's des 20 plus grandes entreprises belges ont, en moyenne, gagné plus de 3 millions d'euros, soit l'équivalent de 125 salaires moyens de travailleurs.

Les conditions de travail se détériorent partout, le covid a mis des milliers de gens au chômage, le prix de la vie augmente à une vitesse affolante... mais pour les grands patrons, pas de quoi s'inquiéter ! Leur rémunération a même... augmenté

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

de plus de 14% en une année !

Cette rémunération ne tombe pas du ciel, elle vient du travail collectif des travailleurs, que les patrons cherchent à exploiter à leur maximum, crise ou pas crise.

Quand nous disons que les patrons sont des parasites, c'était vrai hier, et c'est vrai aujourd'hui. Vivement que les travailleurs relèvent la tête et se débarrassent d'eux !



Bouchez et Magnette rasent gratis

Dans un débat télévisé, Georges-Louis Bouchez (MR) a ressorti son revenu universel de 1 000 euros des tiroirs. Paul Magnette (PS) a surenchéri en promettant un revenu universel pour les jeunes de plus de 1 000 euros !

Magnette dénonce à juste titre que 1 000 euros ne permettent pas de vivre et que les patrons en profiteraient pour réduire d'autant les salaires. Et ni l'un ni l'autre n'explique comment il le financerait…

En réalité, un travail pour tous et un salaire décent, en prenant sur les profits, il n'y a pas d'autre solution.

Mais réduire les profits, pour Bouchez comme Magnette, c'est tabou ! Ils sont tout juste capables de faire de l'affichage publicitaire mensonger !

Pour défendre les salaires et les emplois pas d'autre alternative que la lutte collective et déterminée, avec comme objectifs : répartir le travail entre tous, augmenter les salaires et pensions et les indexer sur la hausse réelle des prix, sous le contrôle des travailleurs mobilisés !

La force des travailleurs, c'est la grève !

Vendredi 22 avril, les syndicats ont organisé une journée d'actions pour le « pouvoir d'achat » qui a été suivie dans beaucoup d'entreprises.

En fait, les directions syndicales ne réclament pas l'augmentation des salaires, mais l'abolition de la loi de 1996 sur la compétitivité des entreprises.

Selon eux, cette loi les empêche de négocier des augmentations plus importantes. C'est un faux raisonnement, une fausse perspective, un faux espoir de négociation, parce qu'on est dans une période où les patrons refusent toute augmentation importante des salaires, même là où il n'y a pas de loi de compétitivité, en France par exemple.

Les patrons défendent leurs profits, les travailleurs doivent défendre leurs salaires… Et si les profits diminuent, il leur en reste assez pour vivre eux et leur famille, ce qui n'est pas le cas des travailleurs.

Inno : non aux économies sur les salaires !

Le 14 avril, les médias ont annoncé la mise au chômage « corona » de 50% des employés et de 25% des cadres de la chaîne Inno. Les 700 salariés ont appris la nouvelle devant leur poste de télévision ou par des amis inquiets.

Les représentants syndicaux se sont chargés de jouer les porte-parole de la direction en expliquant la situation difficile : covid, guerre, télétravail causent une baisse de fréquentation.

La direction de l'Inno rue Neuve (Bruxelles), de son côté, a essayé de « rassurer » les salariés en disant que la situation financière était bonne.

Pourquoi alors ce recours au chômage corona ? Quelle est la situation exacte de l'entreprise ? Comme toujours, c'est l'opacité complète sur la comptabilité.

Inno appartient en partie à la Hudson Bay Company, une multinationale américaine dont les opérations de rachats et de reventes se calculent en millions de dollars, et en partie à Signa Holding, qui est la plus grande société immobilière d'Autriche.

C'est donc une chaîne qui est à la merci de grosses multinationales qui ont leurs objectifs financiers et pour lesquelles les salariés ne représentent qu'une variable parmi d'autres.

Dernièrement, la direction de la rue Neuve a eu le culot de parler de « solidarité » pour mieux faire la chasse aux petites minutes de pause dont tout le monde a besoin. Mais elle ne se gêne pas pour recourir au chômage partiel !

Les salariés produisent le profit d'Inno et des grandes marques représentées : ce sont eux qui viennent travailler parfois malades, qui ont fait garder leurs enfants pendant les quarantaines, qui font les heures sup' des veilles de soldes ou d'inventaire. 125 ans que cela dure pour le plus grand profit d'actionnaires dont on ne connaît même pas le nom.

Devant cette situation, les salariés devront se préparer à protéger leurs emplois : communiquer, se réunir et réfléchir à ce dont ils ont besoin. Face à la flambée des prix, et vu le chômage de masse, chacun a besoin de son salaire complet !



Grève chez Ryanair



Une grande partie du personnel de cabine de Ryanair a décidé de faire grève pendant trois jours pour protester contre les conditions de travail imposées, au mépris des réglementations du travail et surtout de la dignité des travailleurs.

Ceux qui avaient déjà vécu la grève internationale de la compagnie en 2018 ont pu transmettre leur expérience aux nouveaux, dans une entreprise qui garde ses employés six mois en moyenne. Pour ces derniers, c'était la première grève de leur vie. S'ils étaient un peu anxieux le premier jour, ils ont pris confiance en se rassemblant dans le hall de l'aéroport de Charleroi et sont restés plus longtemps que prévu dans une ambiance bon enfant.

Ils dénoncent des conditions de travail indignes : attendre dans l'aéroport, prêts à partir, sans être payés ; ne pas recevoir d'eau pendant des vols de plusieurs heures et être obligés d'acheter des bouteilles aux prix passagers ; des réunions après chaque vol qui servent principalement à faire pression pour vendre plus de produits pendant le trajet, etc… Le tout pour un salaire misérable, en dessous du salaire minimum.

Et aussi des erreurs de salaires ! Les travailleurs doivent devenir leurs propres comptables, vérifier les fiches de salaires et les cotisations, et même l'encodage des maladies longues durée auprès de la mutuelle, les erreurs étant innombrables… Erreurs qui sont évidemment toujours au détriment du personnel.

Pourtant les subsides et profits dégoulinent. Pour justifier les baisses de moyens, Ryanair utilise le prétexte de la pandémie ou de la guerre en Ukraine. Mais les travailleurs savent très bien que les profits de l'entreprise ont été mirobolants en 2020, atteignant le milliard d'euros. En plus, Ryanair et l'aéroport de Charleroi ont déjà bénéficié de dizaines de millions d'euros de subventions.



Encore une fois, sous prétexte de compétitivité, l'État arrose grassement les actionnaires jamais rassasiés.

Alors, à force de pressurer les travailleurs, la direction se prend un retour du bâton bien mérité.

Les dizaines de vols annulés chaque jour sont autant de manque à gagner pour les actionnaires, même s'ils essaient de le faire payer aux passagers en continuant à vendre les billets des vols annulés.

Le patron, face à la combativité des travailleurs, leur a servi la soupe habituelle, dénonçant la grève comme « irresponsable » et rendant la Belgique moins « attractive ».

Il espérait continuer à balader les travailleurs de négociation en négociation tout en aggravant un peu plus leur situation sous prétexte de crise.

Alors face aux attaques qui pleuvent, et face au constat que l'État ne fera rien pour les aider, les travailleurs de Ryanair ont eu bien raison de relever la tête en se mettant en grève.

Débrayage des intérimaires chez Audi à Bruxelles

Jeudi 14 avril, quelques 200 intérimaires de la chaîne de montage ont débrayé. Pendant 6 heures, la chaîne était à l'arrêt, et seulement 13 voitures sur les 130 prévues ont été produites.

Beaucoup d'intérimaires sont là depuis bientôt trois ans, parfois plus. Normalement, Audi signe des CDI après trois ans d'intérim. Mais dans le contexte de la crise, la direction n'en signe plus aucun et balade les syndicats de réunion en réunion.

Mais pour les intérimaires qui sont sur les postes les plus durs, le CDI c'est la perspective d'avoir quelques droits pour refuser de se faire abîmer la santé. Alors, la dernière réunion qui n'a rien donné était la goutte qui fait déborder le vase.



Le manager s'est retranché derrière la direction allemande qui refuse de donner des contrats. Comme cela n'a pas eu d'effet, il a fait du chantage : *« en Allemagne, ils ne seront pas contents. Ils ne vont pas nous donner le modèle »*.

Mais les ouvriers, assis par terre, ne se sont pas laissé impressionner. La grève n'était soutenue que par deux délégués. Mais les intérimaires ne comptaient pas trop sur l'ensemble des délégués : « *ils ne vivent pas notre vie, alors comment tu veux qu'ils nous représentent ?* »

Aussi, quand le directeur a demandé de lui envoyer trois « représentants » pour négocier, il s'est entendu répondre : « *nous sommes tous nos représentants* ». Et il a dû s'adresser aux intérimaires directement, dans l'atelier.

La direction s'est alors tournée

contre l'agence d'intérim Start-People qui a son bureau de recrutement dans l'usine même. Audi a fait venir un huissier pour constater l'arrêt de travail en vue de réclamer à StartPeople des dommages et intérêts pour les voitures non produites. L'agence est-elle censée livrer des ouvriers qui produisent quoi qu'il en coûte ?

Les intérimaires ont reçu un questionnaire de l'agence d'intérim leur demandant quoi améliorer… Le problème est juste que la seule vraie question n'y était pas : il faut des contrats !

Est-ce que la direction passera aux sanctions, au licenciement de ceux qu'elle tient pour les « meneurs » ? C'est possible. Mais il est possible aussi que les ouvriers, fiers d'avoir relevé la tête, trouvent les moyens d'y répondre collectivement, avec le soutien des autres travailleurs de l'usine qui ne manquent pas non plus de raisons d'être en colère.

Brèves Audi Bruxelles :

Les limites des méthodes RH

Pour décrocher un contrat d'intérim chez Audi, on est passé au crible : plusieurs rounds de tests, entretien individuel… Une sélection étudiée pour fournir des ouvriers compétents... et dociles devant chefs et patrons.

Compétents, ça ils le sont. Mais dociles, ça ce n'est pas garanti ! Certainement pas après trois années d'exploitation et de mépris patronal au quotidien, et des salaires de plus en plus insuffisants.

Il faut embaucher… et prendre un peu de congé

« Il y a trop d'absents », c'est la réponse qu'on obtient quand on essaye de prendre un de ses jours d'ancienneté.

En effet, tout le monde le sait, la direction n'a pas voulu embaucher suffisamment de monde pour que chacun puisse prendre tous les congés auxquels il a droit. C'est le moment de changer ça : qu'elle embauche déjà les intérimaires !

Les profits distribués aux actionnaires baisseraient ? Pas d'inquiétude : cela ne ferait que les débarrasser de quelques millions sur les milliards dont ils ne savent plus quoi faire à part spéculer.

Voiture de luxe… sans sièges

Sur les parkings s'accumulent les voitures sans sièges. Une chose de plus qui donne envie de… s'asseoir.

Augmenter les salaires ? C'est possible.

Le CEO du groupe Volkswagen, Herbert Diess, en fournit la preuve : sa rémunération pour 2021 augmente de 40% à 8,6 millions d'euros, sans compter son épargne retraite qui monte à 1,3 millions pour cette seule année.

Il empoche ainsi 27.800 euros par jour, dimanches et jours fériés compris. Pour faire quoi ? Dire aux travailleurs que c'est la crise et qu'ils ne doivent pas rêver d'embauches et de salaires meilleurs…

Fin de la « trêve hivernale » : l'État chasse les sans-abris



Avec la fin de la « trêve hivernale », l'Etat supprime ses subsides des places d'accueil pour les sans-abris dans les organismes comme le SAMU social. D'après l'association Médecins du monde il s'agirait d'environ 500 lits qui sont en train de disparaître faute de moyen alors qu'il y aurait à Bruxelles aux alentours de 6 000 sans-abris.

Pourtant Bruxelles compterait entre 17 000 et 26 000 logements vides. Laisser ces 6 000 personnes, y compris des mineurs et des familles avec des enfants, vivre dans la rue est inhumain. On pourrait du jour au lendemain loger tous les sans-abris en réquisitionnant les logements vides !

Mais faire cela reviendrait à affirmer que la vie des êtres humains passe au-dessus des droits qu'accorde les titres de propriété ! Et ça, l'État et la bourgeoisie ne s'y résolvent que sous forte pression.

La ville de Bruxelles préfère criminaliser la mendicité des mineurs de moins de 16 ans et envoyer la police "traiter le problème" à sa manière. Pour ces jeunes, c'est littéralement la fin de la "trêve" hivernale.

3M à Zwijndrecht : le gouvernement au service des multinationales pollueuses

Le scandale de la pollution massive au PFOS à Zwijndrecht (Anvers) continue de révéler la servilité des autorités publiques. Qu'il s'agisse d'évaluer l'ampleur de cette pollution et le nombre de personnes touchées ; d'évaluer les responsabilités des entreprises mais aussi des élus qui couvrent leurs agissements ; de mettre en place des travaux d'assainissement ; de contrôler les sites industriels et leur respect de la législation en matière de pollution ; ou encore de légiférer pour prévenir ce type de pollution.

L'été passé, le gouvernement flamand avait annoncé dépenser 63 millions d'euros pour assainir les sols, se contentant d'une participation de 75 000 euros de la part de 3M. Un groupe dont le profit net

s'élève à 4,45 milliards d'euros en 2020 !

En réalité, chaque épisode de ce scandale illustre un aspect du fonctionnement capitaliste : la priorité au profit au mépris de toute protection sociale et environnementale.



Ampleur de la pollution : seule la population pourra l'établir

Les PFOS présentent un danger grave pour la santé : elles ont des effets cancérigènes et perturbateurs sur les systèmes endocrinien et immunitaire.

Après que la pollution ait été révélée cet été, les riverains de l'usine 3M dans un périmètre de 3 km ont effectué des tests sanguins révélant des taux de PFOS allant jusqu'à 100 fois les doses-limites.

Il y a quelques jours, l'Agence de la Santé décidait d'organiser des tests sanguins dans un périmètre de 5 km. Une population totale de 70.000 personnes serait concernée.

En réalité, on ne sait pas jusqu'à quelle distance cette pollution a pu s'étendre. A chaque fois, c'est sous la pression de riverains et de militants de comités locaux que les autorités ont été obligées de révéler des informations, d'arrêter le chantier et d'organiser des enquêtes.

Privatisation de l'Agence de l'environnement

En septembre, un reportage de la VRT révélait le fonctionnement interne de l'Agence de l'Environnement.

Un inspecteur y témoignait anonymement de la difficulté, voire de l'impossibilité d'effectuer le travail de surveillance environnementale correctement à cause du manque de personnel, ainsi que des pressions subies par les chefs pour fermer les yeux sur certains dossiers.

Aujourd'hui, l'agence en question est en voie de privatisation, sans aucune vergogne par rapport au scandale en cours à Zwijndrecht ! Les travailleurs de ce département ont envoyé une lettre à leur ministre de tutelle pour faire état de la perte d'expertise et d'efficacité que représenterait la privatisation.

Et c'est la même situation que l'on retrouve chez les inspecteurs du travail, ou chez les inspecteurs de la fraude fiscale. Attendre des gouvernements qu'ils se soucient des intérêts de la population est vain. Les travailleurs devront s'en occuper eux-mêmes.



Arrêté du Conseil d'Etat : interprétation ou rapport de force ?

A la une du Tijd, journal patronal flamand, de la semaine passée, le débat porte sur l'arrêté rendu par le Conseil d'Etat qui bloque les travaux de l'Osterweel et exige que des travaux d'assainissement soient effectués comme condition à la reprise du chantier.

Alors là, on peut voir les politiciens s'indigner ! Comment est-il possible, s'insurgent De Wever et ses collègues de la N-VA et du VLD, que l'on puisse mettre des bâtons dans les roues des entreprises en plein chantier ? Se rend-on compte de la perte de crédibilité de la Belgique sur le plan des affaires et des contrats à venir ? De Wever n'hésite pas à parler d'un « activisme juridique » qu'il qualifie d'irresponsable.

Les capitalistes ont une petite armée de politiciens à leur service pour leur permettre de reprendre leur business en toute impunité. Pour garantir leur santé et la qualité de l'environnement, les travailleurs devront imposer la levée du secret industriel et du secret des affaires et contrôler eux-mêmes la production.

Vaccins anti-Covid : l'indifférence criminelle des pays riches



Les pays riches se débarrassent de millions de doses de vaccins anti-Covid proche de la péremption en les donnant à des pays d'Afrique dans le cadre du programme Covax.

Mais la plupart de ces pays ne disposent pas des infrastructures ni du personnel permettant de vacciner les populations qui le souhaitent.

Après le Nigeria, le Soudan du Sud ou le Malawi, le Kenya a dû détruire, mi avril, 840 000 doses d'AstraZeneca reçues.

Un immense gâchis prévisible et d'autant plus révoltant ! *LO France*

La démocratie, c'est le droit de se taire

Le transfert de Julian Assange vers les États-Unis est désormais suspendu à la décision du gouvernement britannique, après une ordonnance d'extradition rendue par un tribunal londonien.

Détenu depuis 2019 dans une prison de haute sécurité en Angleterre, il pourrait bien être rapidement livré aux États-Unis.

Assange risque une peine de 175 ans de prison pour avoir révélé en

2010 des documents prouvant l'ampleur des massacres et des exactions commises par la plus grande puissance du monde en Irak et Afghanistan.

Dans « la plus grande démocratie du monde », il y a des choses qu'on n'a vraiment pas le droit de dire.

LO France

AB Inbev met les travailleurs russes sur le carreau

La société belgo-brésilienne AB Inbev déclarait vendredi 22 avril se retirer du marché russe en désinvestissant 1,1 milliards de dollars de la joint-venture « AB Inbev-Efes ».

Après Heineken, Budweiser, etc…, AB Inbev s'ajoute à la longue liste des sociétés occidentales qui essaient de redorer leur image en refusant désormais toute collaboration avec le régime russe.

Selon le bureau d'analyse Bloomberg Intelligence, cela ne ferait chuter son actif total que de... 0,5%, ce qui n'est pas cher payé pour se racheter une virginité.

On peut trouver hypocrite qu'AB Inbev ne s'aperçoive du côté brutal du régime russe que maintenant. On peut aussi se demander pourquoi AB Inbev n'a pas envisagé de faire de même avec ses usines aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, etc ... lors de l'invasion de l'Irak en 2003 ?

AB Inbev se moque bien du sort des travailleurs en Russie, autant que des travailleurs de Stella Artois à Jupille il y a trois ans, qui n'hésitaient pas à recourir à la grève pour défendre leurs conditions de travail. En 2019, le conseil d'administration délocalisait une partie de sa production, à la recherche d'une main-d'œuvre plus docile.



Biden, faux sauveur de l'Ukraine



Dans l'Est de l'Ukraine, les troupes russes continuent de ravager les villes et multiplient les victimes civiles. Leur nouvelle offensive pour le contrôle du Dombass est une catastrophe qui montre tout le mépris de Poutine pour les populations. De leur côté, les États-Unis ont annoncé l'envoi d'avions de combat, sans dire d'où ils proviennent, qui s'ajoutent à d'importantes livraisons d'armes. Menant un bras de fer depuis des années avec la Russie, l'impérialisme américain se sert de la résistance des combattants ukrainiens pour affaiblir Moscou, saisissant l'occasion de renforcer son influence dans la région. La population ukrainienne paie de plus en plus chèrement les conséquences de cette guerre entre puissances qui se mène par peuple interposé.

LO France

Cynisme européen

Josep Borrell, chef de la diplomatie de l'Union Européenne, déclarait il y a quelques jours que, dans le conflit en Ukraine, l'Union Européenne « f*ournissait les armes, les Russes fournissaient les morts. Les victimes, les gens qui sont tués, ce sont les Ukrainiens* ». Cette phrase, débordante de cynisme, est bien représentative du mépris de la vie des populations qu'ont les représentants de la bourgeoisie.

Des soldats russes meurent par milliers dans une guerre qui n'est pas la leur, pour les intérêts de Poutine et d'oligarques russes bien loin de se soucier d'eux. Les familles ukrainiennes, elles, pleurent leurs morts dans ce qui est un bras de fer entre l'OTAN et l'Etat russe.

Mais les armes que fournissent USA et États de l'UE, aboutissent à aggraver un conflit au bilan déjà lourd, et elles ne vont rien améliorer. Elles ne vont que faire grossir le compte en banque des grosses fortunes de l'armement.

Parmi ceux qui auront le plus de sang sur les mains au final, il y aura bien sûr les dirigeants de la Russie, ceux de l'OTAN et des Etats occidentaux, dont Josep Borrell et ses acolytes.

De Croo joue au petit soldat



Pendant trois jours, De Croo a joué au petit caporal et a paradé en Slovaquie, Pologne, Roumanie et Moldavie. En bon petit soldat, il s'est mis au garde à vous pour le camp impérialiste et a roulé des mécaniques dans ses déclarations publiques.

Il aussi profité de son voyage pour passer en revue les 300 militaires belges stationnés en Roumanie pour le compte de l'OTAN. A son retour en Belgique le conseil des ministres a décidé de poursuivre l'envoi d'armes en Ukraine en envoyant cette fois des missiles antichars guidés.

Le caporal De Croo se tient prêt à servir… avec la peau des soldats belges. Mais où se trouve l'intérêt des populations dans tout cela ? Alors que les travailleurs des écoles ou des hôpitaux dénoncent le manque de moyens, le coût du soutien militaire du gouvernement belge à l'Ukraine s'élève déjà à 76 millions d'euros, et continue d'augmenter…

En Belgique aussi, c'est à la population qu'on présente la facture de la guerre.

Israël - Palestine : un droit des peuples à géométrie variable



Depuis le 22 mars des attaques contre des Israéliens attribuées à des Arabes israéliens et des Palestiniens des territoires occupés ont alterné avec des contre-attaques de l'armée israélienne en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est.

Le premier ministre israélien d'extrême droite, Naftali Bennett, a fait déployer des soldats et des policiers supplémentaires et a augmenté les détentions administratives, sans motif, ni procès. Ainsi le 10 avril, une mère de famille partie rendre visite à son oncle a été tuée par l'armée israélienne à un checkpoint près de Bethléem.

La population d'origine palestinienne d'Israël et des territoires occupés est en butte à de multiples restrictions et discriminations.

A Jérusalem-Est et dans une partie de la Cisjordanie, les permis de bâtir sont par exemple systématiquement refusés, conduisant les Palestiniens à construire des logements, qui sont ensuite déclarés illégaux par le pouvoir israélien, qui peut les détruire à tout moment. Des centaines de milliers de logements palestiniens ont ainsi été détruits depuis 1948. Et à Jérusalem-Est, 40 % des terrains appartenant à des Palestiniens ont été expropriés.

Dans son dernier rapport, Amnesty International qualifie le régime d'oppression imposé par l'Etat israélien de crime contre l'humanité.

Comme Israël est un Etat ami des USA, pas un concurrent comme la Russie… les Palestiniens en payent le prix. Mais le sort des Ukrainiens, est-il plus enviable ? C'est la domination capitaliste qui pose problème, à ses amis comme aux autres !

Yémen : la population victime de la guerre et de l'hypocrisie des grandes puissances

Pendant que les médias sont tournés vers le sort dramatique de l'Ukraine, la population yéménite subit elle aussi la violence d'une guerre, depuis plus de sept ans ! En plus des près de 400 000 morts officiels, les Yéménites font face à l'effondrement des infrastructures, à la famine et aux épidémies de choléra. Plus de 4 millions de Yéménites ont dû fuir leur domicile.

Prise au piège d'une guerre entre factions, derrière lesquelles l'Arabie Saoudite et l'Iran rivalisent pour s'imposer comme puissance régionale, la population du Yémen est aussi victime de l'impérialisme américain, français et anglais.



Aucun dirigeant des grandes puissances occidentales n'appelle à boycotter le pétrole saoudien ou à prendre la moindre sanction contre les responsables de ces massacres.

Au contraire, ils continuent d'apporter un soutien sans faille à l'Arabie saoudite et à ses alliés, profitant de l'occasion pour faire le bonheur des compagnies pétrolières et des fabricants d'armes qui encaissent les dividendes de cette sale guerre.

La vente d'armes et de munitions par la FN Herstal à l'Arabie saoudite a participé aux 5 millions de dividendes distribués en 2020 par l'entreprise criminelle.

De l'autre côté, la communauté internationale se montre encore une fois d'une hypocrisie sans limite.

Ces mêmes gouvernements qui financent et arment la coalition saoudienne tentent de se donner un air humanitaire en finançant le programme de l'ONU. L'Arabie saoudite a même financé la moitié des dons récoltés. Mais les 4 milliards de dons destinés à lutter contre la famine au Yémen n'arrivent que peu aux populations qui en ont le plus besoin.

C'est dû aux bombardements saoudiens qui ont coupé des routes de ravitaillement vers la capitale Sanaa et aux nombreux check-points imposés par les forces armées ! En bref, les gouvernements pyromanes tentent de se donner des airs de pompiers.

Depuis le nouveau cessez-le-feu de début avril, les dirigeants occidentaux se félicitent. Pourtant, rien n'assure la durée de ce cessez-le-feu, qui n'est pas le premier depuis le début du conflit. Et sept ans de massacres au Yémen c'est aussi toute une nouvelle génération brisée par la guerre, sortie du système scolaire et donc plus susceptible d'être exploitée par les multinationales.

Ukraine, Yémen, Syrie, Libye, Irak, Iran… les guerres menées directement par le capitalisme, ou en sous-main, ensanglantent en permanence la planète. Les populations meurent sous les bombes ou de faim, mais les actionnaires des trusts de l'armement s'enrichissent démesurément. Cette société n'a pas d'avenir, il faut la renverser.

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !